



BLOC REPUBLICAIN POUR LA DEFENSE DE LA CONSTITUTION

PROPOS LIMINAIRES

La République Centrafricaine, notre pays, comme tous les Etats du monde a eu droit au Message de son Président le 31 décembre 2022, à l'occasion du passage au nouvel an 2023.

La similitude avec les autres Etats ne s'arrête que dans cette forme.

Cette occasion, saisie d'ordinaire pour faire le bilan d'un an de gestion des affaires publiques et des réalisations concrètes, a donné plutôt lieu, dans le cas de la République Centrafricaine et au Président Faustin Archange TOUADERA, de se livrer à un exercice d'autosatisfaction dans un pays qu'il conduit irrémédiablement à sa ruine et où tous les indicateurs sont au rouge au triple plan politique, économique et social.

Le contenu du message du Président de la République a fini de convaincre, nous ses compatriotes, que nous ne vivons ni dans une même République, ni sur un même Territoire que lui, en tout cas pas les mêmes réalités. Et pour cause, il stigmatise le BRDC dont le péché originel aura été, comme son nom l'indique, la Défense de la Constitution du 30 mars 2016 ; il oppose les uns aux autres ; il refuse de saisir les opportunités de résolution des problèmes de notre pays ; bref il est dans une politique de fuite en avant, il vit dans le déni de réalité et consacre son énergie à la recherche constante de boucs émissaires.

Eu égard aux termes du serment qu'il a prêté lors de son investiture le 30 mars 2021 à savoir, je cite « n'être guidé en tout que par l'intérêt national et la dignité du Peuple Centrafricain » fin de citation, le Président de la République se rend coupable de crimes constitués contre le Peuple Centrafricain dont il s'est pourtant engagé à gérer la destinée.

La réalité de la situation politique, économique et sociale est plus préoccupante. Qu'on en juge :

Au plan politique

L'organisation bâclée des élections du 27 décembre 2020 ; la légitimité contestée du Président de la République qui en est issu ; la tentative avortée de faire avaliser le projet du changement de la Constitution du 30 mars 2016 par le Dialogue républicain et les manipulations qui s'en sont suivies ; le resserrement du pouvoir autour du clan, de la tribu



BLOC REPUBLICAIN POUR LA DEFENSE DE LA CONSTITUTION

et de la coterie affairiste constituent une véritable chape de plomb sur la vie politique nationale.

La volonté obstinée de changer coûte que coûte la Constitution du 30 mars 2016 rend le Président de la République sourd et hostile à toute idée contraire émise, oubliant au passage que la fonction qu'il exerce est rigoureusement encadrée par la loi fondamentale dont la violation n'est pas sans conséquence pour son auteur.

A ce propos, l'examen du Projet de loi référendaire et son adoption à la hussarde par l'Assemblée Nationale quelques heures seulement avant la clôture de la session ordinaire, en dit long sur la détermination du Président de la République à violer la Constitution, à marcher sur le droit et à négliger les Institutions républicaines pour atteindre l'unique objectif qui vaille pour lui, le changement de la Constitution. Si quelqu'un en doutait encore, la décision hier de la Cour constitutionnelle concernant le décret fixant l'âge de la retraite est un cas d'école : le décret est illégal mais ses conséquences sont validées, pourvu que place nette soit faite pour avancer vers le referendum constitutionnel avec un habillage juridique qui ne trompe personne et que nous allons bien sûr attaquer. Nous l'avons dit à plusieurs reprises, nous utiliserons sans relâche l'arme du droit pour combattre l'autocratie.

La pratique d'une diplomatie hasardeuse, dont les choix défient la raison et le bon sens, a fini par mettre à mal les relations qu'entretient la République Centrafricaine avec les pays étrangers d'une part, et par rendre inaudible voire annihiler l'expression des préoccupations de notre pays au plan international d'autre part.

Au plan économique

La mal gouvernance qui est au centre de la brouille avec la communauté financière internationale, a eu pour conséquence la suspension des appuis multiformes y compris budgétaires. Le gouvernement ne crie pas haut, que pour cette année 2023, la communauté financière internationale, par ailleurs régulièrement vilipendée par les activistes du pouvoir, est obligée de prendre directement en charge les salaires de plusieurs départements ministériels avec une enveloppe de 18 milliards de francs CFA, pour éviter un effondrement de l'Etat.

L'arrêt des projets majeurs de construction du réseau de la fibre optique d'une part et de la réfection de l'avenue qui mène de l'aéroport Bangui M'poko au Centre-ville, suite à la



BLOC REPUBLICAIN POUR LA DEFENSE DE LA CONSTITUTION

suspension des financements extérieurs et de détournements suffisent à prendre à défaut la prétention du Président TOUADERA de faire de l'impunité zéro, l'épine dorsale de son deuxième mandat. En fait, c'est d'une impunité zéro sélective qu'il s'agit et on comprend mieux pourquoi les scandales politico-financiers sont légion.

Or, pour le Gouvernement, seules les conséquences de la COVID 19, de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, de la crise du carburant et de la publicité négative faite par de mauvais fils du pays auprès de la communauté internationale, expliquent la dramatique situation, oubliant au passage la mal gouvernance et le choix du mensonge pour communiquer.

Plus d'une fois, certains membres du Gouvernement ont soigneusement évité de répondre aux interpellations des Honorables Députés ou promettent des solutions démagogiques qui n'ont pas résisté à l'épreuve des faits.

La mobilisation des ressources domestiques pourrait-elle répondre à cette tension croissante de trésorerie ? La lutte contre la corruption, dans une gouvernance gangrenée par des pratiques mafieuses, produira-t-elle les effets escomptés ? On peut sans risque de se tromper répondre par la négative.

La précipitation à inaugurer le Port Sec, alors même que le chantier est loin d'être achevé, interroge.

De même que la multiplication des chantiers et la concomitance de leur réalisation sur fonds propres dit-on, notamment des fameux 50 kilomètres de rue à bitumer dans la ville de Bangui, a ceci d'incongrue, pour ne pas dire suspect, qu'elle s'effectue dans une totale opacité et dans un contexte de tension de trésorerie aggravée.

Le triste constat que fait le commun des Centrafricains est que les travaux de ces rues sont bâclés, que les entreprises qui les conduisent peinent à les achever ce qui occasionne l'envahissement d'une grande partie de la ville de Bangui par la poussière, en cette saison sèche où plusieurs vecteurs de pathologies divers circulent grâce aux vents.

Quant aux nuisances et à la gêne occasionnées par la neutralisation de certaines rues, elles contraignent les usagers à faire de grands détours pour atteindre leur destination finale.



BLOC REPUBLICAIN POUR LA DEFENSE DE LA CONSTITUTION

S'agissant des infrastructures routières menant à l'arrière-pays, la sonnette d'alarme tirée depuis bien longtemps sur leur dégradation n'a pas trouvé une oreille attentive du côté du Gouvernement. Il s'en suit que des régions entières sont coupées des autres, pénalisant gravement les producteurs agricoles à écouler les rares produits en leur possession.

Et comme si cela ne suffisait pas, par ces temps de crise où les centrafricains sont obligés de compter leurs sous pour survivre, les prix des hydrocarbures ont été relevés de 60 % en moyenne, sans présentation de la structure des prix, sans aucune mesure d'accompagnement et sans contrôle des prix des produits de première nécessité. Un centrafricain au SMIC de 30 000 francs le mois soit 1000 francs par jour, et qui aurait le malheur d'avoir un cyclomoteur, ne pourrait même pas s'acheter un litre d'essence par jour.

Au plan social

Au regard de tout ce qui précède, les conséquences sont dramatiques aussi bien pour les fonctionnaires et agents de l'Etat, que pour les ménagères et les chômeurs.

Les statistiques des agences spécialisées des Nations Unies annoncent que plus de la moitié de la population centrafricaine est exposée à l'insécurité alimentaire et dans un besoin d'assistance humanitaire.

La publication par le PNUD du dernier Rapport sur le Développement Humain 2021/2022, outre qu'il classe la République Centrafricaine dans les profondeurs du Tableau d'indices de développement (188/191), fait le constat des **temps incertains et des vies bouleversées** dans le monde. Les pistes de solution, selon les auteurs du Rapport, passent par un investissement massif dans la fourniture des biens et services aux populations et leur accès aux services sociaux de base.

Le Gouvernement qui a lancé la diffusion de ce Rapport prend-il la bonne mesure des attentes des populations et des défis auxquels il doit impérativement répondre ? Rien n'est moins sûr !

En outre, les incertitudes nouvelles qui ont fait à notre société tous ses repères, rendent les vies instables, entretiennent la peur du prochain, suscitent les angoisses et perturbent le bien-être mental des populations. Il en résulte que la société est divisée entraînant de fait un recul démocratique.



BLOC REPUBLICAIN POUR LA DEFENSE DE LA CONSTITUTION

L'état dégradé de nos routes sur toute l'étendue du territoire, la crise du carburant exploitée par certaines autorités pour leur enrichissement sur le dos du peuple centrafricain tout en l'exposant à de multiples incendies du fait de l'entreposage des carburants dans du matériel et des conditions inappropriées et la cherté de la vie ont suffi à plonger la population dans une misère sans précédent.

Pour finir, la situation générale de la République Centrafricaine reste très préoccupante aux plans ci-dessus analysés.

La réduction du budget qui ne peut pas compter sur les appuis extérieurs expose l'Etat aux aléas, aux incertitudes économiques et financières dont les paramètres ne peuvent pas être maîtrisés à court terme.

Devant la situation ainsi créée et dont le pouvoir est le premier responsable, le choix des promesses de projets à réaliser, des invectives et de l'acrimonie contre le BRDC ne sauront détourner les populations centrafricaines de leurs attentes légitimes de sécurité, de paix et de réponses à leurs problèmes quotidiens.

Aussi, le message du Président de la République, loin de rassurer ses compatriotes, a plutôt contribué à augmenter leurs angoisses par une gestion sans vision et à la petite semaine. En tout état de cause, le BRDC réitère son exigence de la démission sans condition du Président Faustin Archange TOUADERA qui, outre son illégitimité, donne quotidiennement la preuve de son inaptitude à assumer la fonction suprême.

Nonobstant ce qui précède, je présente au nom de l'ensemble des Partis et Associations membres du BRDC et au mien propre, à tous les Centrafricains où qu'ils se trouvent, tous mes vœux les meilleurs de santé, de paix et de cohésion sociale pour cette année 2023.

Je vous remercie et suis à votre disposition pour d'éventuelles questions ou clarifications des points abordés ci-haut.

Fait à Bangui le 5 Janvier 2023

Le Porte-parole

Martin ZIGUELE